

Paris, le 10 juillet 2015

Madame la Maire,

Vous recevrez prochainement le Président de la République du Mexique, Enrique Peña Nieto, dans le cadre de sa visite officielle en France. Ce chef d'état vous rencontrera en votre qualité de Maire de Paris comme l'exige le protocole appliqué à toutes visites officielles de chef d'état étranger à Paris.

Les élu-es et militants communistes-Front de Gauche, ainsi que de nombreux militants des droits de l'Homme, s'interrogent néanmoins sur la venue de Enrique Peña Nieto au regard de la situation actuellement très préoccupante du Mexique. Vous n'êtes pas sans l'ignorer, ce pays connaît depuis plusieurs années de fréquents épisodes de violences dont l'une des dernières manifestations à l'écho international a été la disparition des 43 élèves et enseignants de l'école normale Ignacio Burgos d'Ayotzinapa dans l'Etat du Guerrero. Cette tragédie s'inscrit dans l'instabilité que connaît le Mexique depuis près d'une décennie. Un hebdomadaire mexicain estimait récemment que les violences avaient fait plus de 160 000 morts depuis 2006 (dont 43 000 dans les deux premières années du mandat de M. Peña Nieto) tandis que les chiffres officiels évoquent plus de 25 000 disparus.

Cette situation est la résultante de la collusion entre les forces de police, l'armée, les organismes de l'Etat, les maires, gouverneurs avec les narco-trafiquants. Ces derniers participent même à la répression, la main dans la main, avec les "forces de l'ordre" comme l'a montré la disparition des « 43 » à Ayotzinapa. Enrique Peña Nieto paraît tout à fait s'accommoder de l'absence d'un véritable état de droit où l'impunité règne. Il a été prouvé que l'Etat, au niveau local, était responsable de la disparition des 43 tandis que l'Etat national n'est finalement intervenu qu'au bout de longues semaines, sous la pression de la population. Pourtant, aujourd'hui encore, les véritables coupables de cette tragédie n'ont pas encore été punis.

La responsabilité d'Enrique Peña Nieto dans cette dérive est directement pointé par un rapport de l'ONU, présenté au Conseil des droits de l'homme en 2015, faisant état de la « pratique généralisée de la torture par toutes les forces de l'ordre au Mexique ».

A cela s'ajoute la responsabilité antérieure d'Enrique Peña Nieto dans la répression sanglante du mouvement des paysans de la commune d'Atenco en 2006 lorsque ce dernier assurait les fonctions de gouverneur de l'Etat de Mexico. Plus récemment, Carmen Aristegui, journaliste très populaire, a dénoncé les agissements du Président mexicain et ses collusions avec les grands groupes mexicains accompagnées d'un soupçon de corruption. Elle a depuis été licenciée par le média qui l'employait.

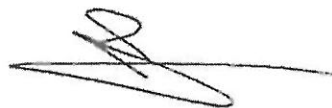
Madame Anne Hidalgo  
Maire de Paris  
Hôtel de Ville

Pour l'ensemble de ces raisons, nous nous joignons aux protestations adressées à l'encontre du Président de la République par la communauté mexicaine de France et les nombreux soutiens associatifs et politiques. Vous comprendrez que les élu-es communistes-Front de Gauche ne seront pas présents à la réception du Président mexicain Enrique Peña Nieto.

Nous vous prions de croire, Madame la Maire, à l'assurance de notre meilleure considération.



Raphaëlle Primet  
Conseillère de Paris



Nicolas Bonnet Oulaldj  
Président du groupe